



# **Note de présentation brève et synthétique** **Compte administratif 2022** **Budget principal Ville et budget annexe modernisation du centre hospitalier**

## Sommaire

Préambule	2
Le Compte administratif et le compte de gestion	2
Les grands principes budgétaires	3
I – Le compte administratif	4
A - La section de fonctionnement	4
B - La section d'investissement	10
II – L'affectation du résultat	13
III - L'évolution de la dette	14
IV – Les ratios financiers	15
Conclusion	18
Le budget « Modernisation du Centre hospitalier »	19

## **Préambule : Eléments relatifs au rapport :**

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) a modifié l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales pour instituer de nouvelles organisations relatives à la présentation et à l'élaboration des budgets locaux.

Ainsi, dans toutes les communes, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être annexée au Budget Primitif et au Compte Administratif, afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présente note répond à cette obligation. Elle sera disponible sur le site Internet de la Ville.

## **Le Compte Administratif et le Compte de Gestion**

### **1. Le Compte Administratif**

Le Compte Administratif de l'année N retrace l'ensemble des dépenses et des recettes réalisées par la collectivité au cours de l'exercice N-1. Il est obligatoire et doit être porté à la connaissance de tous les habitants.

Il rapproche les prévisions (autorisations) inscrites au budget (Budget primitif et décisions modificatives) des réalisations effectives, en dépenses (mandats) et en recettes (titres).

Il présente donc les résultats comptables de l'exercice et doit être soumis par le Maire au Conseil Municipal qui l'arrête définitivement par vote, avant le 30 juin de l'année qui suit la clôture de l'exercice.

Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement dégagé au titre de l'exercice clos, cumulé avec le résultat antérieur reporté, est affecté en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du Compte Administratif. La délibération d'affectation prise par le Conseil Municipal est produite à l'appui de cette décision.

Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement, le besoin de financement ou l'excédent de la section d'investissement sont aussi repris en totalité dès la plus proche décision budgétaire suivant le vote du Compte Administratif.

### **2. Le Compte de Gestion**

Le Compte de Gestion est établi par le Comptable public, qui est chargé d'encaisser les recettes et de payer les dépenses ordonnancées par le Maire.

Le Compte de Gestion de l'année N doit être transmis au Conseil Municipal au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année N+1. Il retrace les recettes et les dépenses effectivement réalisées au cours d'un exercice budgétaire. Il doit concorder avec le Compte Administratif.

## Les grands principes budgétaires qui régissent le Compte Administratif

Comme le Budget Primitif, le Compte Administratif est régi par les principes d'annualité, d'unité, d'universalité, de spécialité et d'équilibre :

- Le principe d'**annualité** exprime l'idée que l'autorisation budgétaire donnée à l'exécutif pour collecter les recettes publiques et engager les dépenses ne vaut que pour une année.
- Le principe de **spécialité** concerne les dépenses autorisées par le budget : celles-ci sont spécialisées, selon une nomenclature budgétaire, ce qui signifie que l'exécutif doit utiliser les crédits ouverts, de manière limitative, selon leur destination telle qu'elle résulte du budget voté par Conseil municipal
- Le principe d'**unité** signifie que le budget doit figurer dans un document unique, à des fins de lisibilité et de transparence. En pratique, ce principe connaît de nombreux aménagements (budgets annexes, décisions modificatives en cours d'exercice, ...)
- L'**universalité** budgétaire impose que le budget décrive, pour la durée de l'exercice, l'ensemble des dépenses et des recettes. Là encore, il s'agit d'assurer la sincérité et la transparence de l'acte budgétaire
- Le principe d'**équilibre** réel signifie que budget d'une commune comporte deux sections, qui doivent être équilibrées, avec une balance recettes/dépenses

### **Déroulement de la séance au cours de laquelle le Compte Administratif est présenté**

L'article L 2121-14 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que le Maire peut assister à la partie de la séance au cours de laquelle le Conseil Municipal examine et débat du Compte Administratif qu'il soumet au vote.

Il doit toutefois se retirer au moment du vote. Il lui est donc interdit de voter son propre Compte Administratif.

L'article L 1612-12 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que le Compte Administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption. Cette disposition vise à éviter tout blocage dans le cas d'un partage des voix au sein du Conseil Municipal en raison de l'absence du Maire lors du vote du Compte Administratif. Le Compte Administratif doit impérativement être transmis au plus tard le 15 juillet au représentant de l'Etat (contrôle de la légalité) avec :

- la délibération en constatant l'adoption,
- le compte de gestion,
- l'état des restes à réaliser en investissement (dépenses et recettes),
- la délibération d'affectation du résultat.

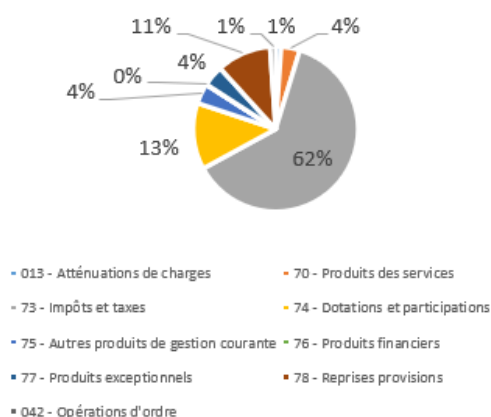
# I – Le compte administratif 2022

## 1. La section de Fonctionnement

Le budget de fonctionnement permet à une collectivité d'assurer le quotidien. La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et des recettes nécessaires au fonctionnement courant et récurrent des services communaux.

### 1.1. Les recettes de fonctionnement

Recettes de fonctionnement	12 938 191
013 - Atténuations de charges	138 898
70 - Produits des services	475 279
73 - Impôts et taxes	8 064 439
74 - Dotations et participations	1 685 796
75 - Autres produits de gestion courante	510 947
76 - Produits financiers	9 649
77 - Produits exceptionnels	529 546
78 - Reprises provisions	1 382 967
042 - Opérations d'ordre	140 668



### Evolution des recettes de fonctionnement de 2020 à 2022

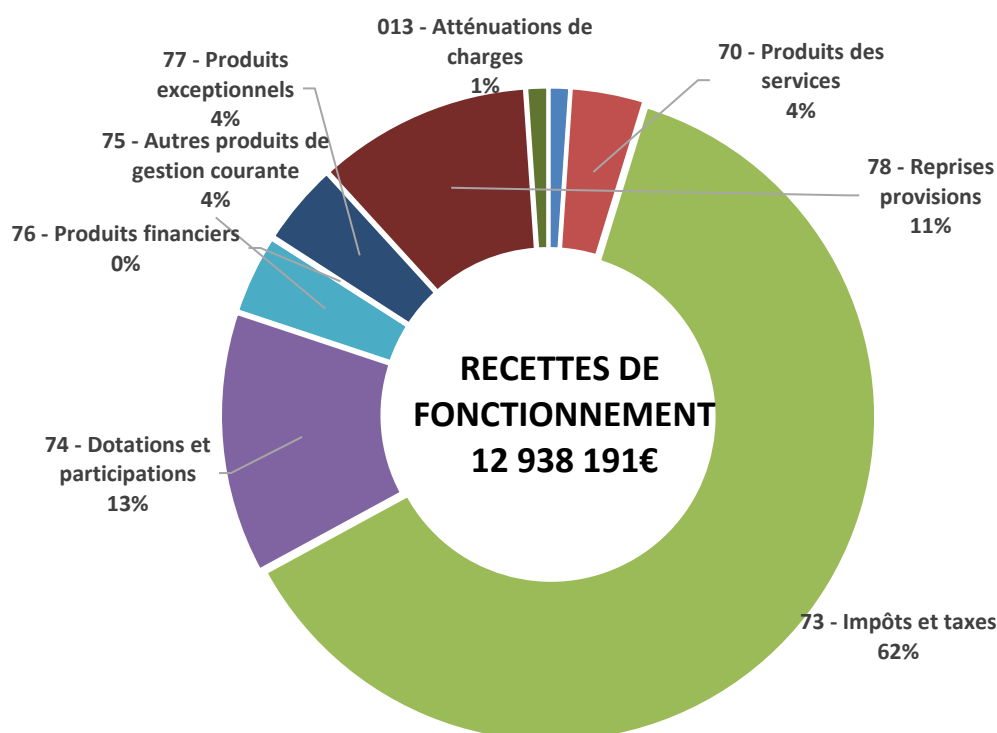
Recettes de fonctionnement	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation 2021/2022
013 - Atténuations de charges	114 464	180 516	138 898	-23%
70 - Produits des services	426 899	551 216	475 279	-14%
73 - Impôts et taxes	7 520 503	7 928 242	8 064 439	2%
74 - Dotations et participations	1 576 925	1 620 727	1 685 796	4%
75 - Autres produits de gestion courante	477 578	451 462	510 947	13%
76 - Produits financiers	21	31 023	9 649	-69%
77 - Produits exceptionnels	83 634	11 609	529 546	4461%
78 - Reprises provisions	0	0	1 382 967	-
042 - Opérations d'ordre	163 353	1 037 618	140 668	-86%
		<b>10 363 376</b>	<b>11 812 413</b>	<b>12 938 191</b>

L'année 2022 est marquée par une augmentation des recettes de 10% par rapport à l'exercice 2021. Il convient de retraiter les données 2022 des recettes exceptionnelles permises par la reprise de provisions et les données 2021 par les opérations liées à la renégociation de l'emprunt pour analyser cette évolution. Il convient également de ne s'attarder que sur les dépenses réelles c'est-à-dire hors opérations d'ordre.

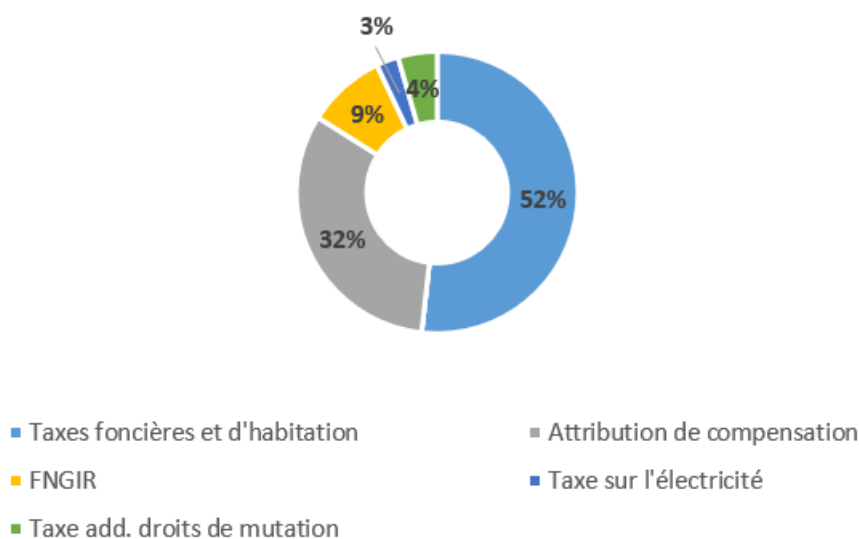
Ainsi, les recettes progressent de 6% entre 2022 et 2021 pour revenir à peu près au niveau de 2019 d'avant-crise :

- Les atténuations de charges (chapitre 013) retracent les remboursements perçus sur le salaire des agents. Ces derniers peuvent provenir de la CPAM, de l'assurance statutaire mais aussi de l'Etat concernant certains postes aidés comme les parcours emploi compétences. Ce chapitre est en baisse de 23% entre 2021 et 2022. En effet, l'année 2021 fortement impactée par la crise sanitaire et ses nombreuses absences de personnel a été marquée par un niveau majoré de remboursement sur salaires.
- Les produits des services (chapitre 70) chutent de 14%. Plusieurs facteurs sont à analyser. La baisse de fréquentation des services périscolaires entraîne une diminution de 15% des recettes. Le départ du Directeur de l'Action culturelle en cours d'année a impacté les recettes liées aux mises à disposition.  
Les recettes liées à la saison culturelle sont plus élevées qu'en 2021 (+ 59%) mais plus faibles de 49% par rapport à 2019.
- Les impôts et taxes (chapitre 73) progressent de 2% grâce à plusieurs facteurs : l'évolution des recettes liées aux droits de mutation (+7%) et l'évolution positive des bases sur le produit fiscal (+4%)
- Le chapitre 74 regroupe les dotations et participations perçues en 2022, ce chapitre marque la progression des principaux concours (4%) à l'exception de la dotation forfaitaire qui baisse encore de 55%. Les autres participations de l'état (article 74718) progressent fortement en raison de l'engagement de la ville pour la revitalisation du centre-ville et dans le programme Petites Villes de demain mais également au soutien de la DRAC pour le Diapason ou à plusieurs appels à projet déposés par le service Jeunesse dans le cadre d'actions spécifiques telles que les sorties familles ou encore l'aide au devoir.  
La ville a mené d'importants efforts pour augmenter le nombre de titres sécurisés délivrés aux habitants, la dotation versée par l'Etat progresse de 24%.
- Les autres produits de gestion courante sont en hausse de 13% par rapport à 2021 mais n'atteignent toujours pas le niveau de 2019 (-8%) (chapitre 75). Les revenus issus du patrimoine communal augmentent de 8%, la redevance perçue sur l'activité de GREE-NALP progresse de 10%.
- La reprise de l'activité du cinéma permet une évolution des recettes de 377% par rapport à 2021 et de 78% par rapport au niveau de 2019. L'article 7588 est lié à la gestion des arrondis relatifs au prélèvement à la source.
- Le chapitre 76 présente un recul de près de 70% sous 2 effets majeurs : les dividendes de GEG sont en baisse de près de 60% et le remboursement d'emprunts dus par la SMVIC depuis le transfert de la régie Eau et assainissement ne comprend plus le rattrapage observé en 2021. L'avancée du travail avec la trésorerie municipale n'ayant pas permis en 2022 de titrer les emprunts dus par la SMVIC pour la ZAC transférée en 2018.
- Le chapitre 78 constate la reprise de la provision annoncée en budget 2022 qui permettra de financer les investissements 2023.

## Répartition des recettes de fonctionnement par chapitre



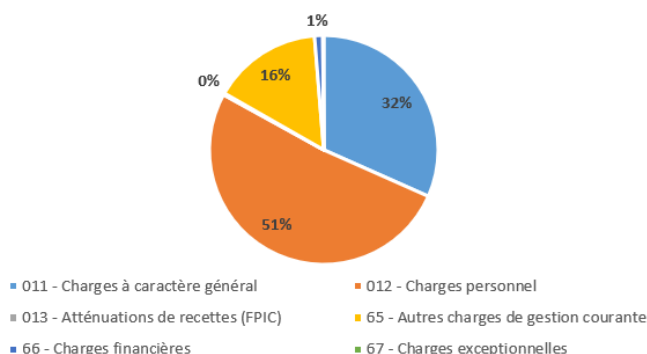
## Détail du chapitre impôts et taxes (chap. 73)



## 1.2. Les dépenses de fonctionnement

### Les dépenses de fonctionnement 2022 (hors opérations d'ordre - 1 121 271€)

Dépenses de fonctionnement	9 491 420
011 - Charges à caractère général	3 003 167
012 - Charges personnel	4 874 203
013 - Atténuations de recettes (FPIC)	23 315
65 - Autres charges de gestion courante	1 467 354
66 - Charges financières	110 842
67 - Charges exceptionnelles	12 538



### Evolution des dépenses de fonctionnement de 2020 à 2022

Dépenses de fonctionnement	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation 2021/2022
011 - Charges à caractère général	2 458 430	2 717 326	3 003 167	11%
012 - Charges personnel	4 413 863	4 469 555	4 874 203	9%
013 - Atténuations de recettes (FPIC)	20 188	19 831	23 315	18%
65 - Autres charges de gestion courante	1 407 963	1 537 582	1 467 354	-5%
66 - Charges financières	267 616	90 881	110 842	22%
67 - Charges exceptionnelles	18 587	126 386	12 538	-90%
042 - Opérations d'ordre	583 602	1 403 703	1 121 281	-20%
	<b>9 170 249</b>	<b>10 365 264</b>	<b>10 612 701</b>	<b>2%</b>

Ces dépenses regroupent :

- les dépenses nécessaires au bon fonctionnement de la collectivité : achat de consommables, entretien des bâtiments communaux, de la voirie, du matériel municipal, des espaces publics, les consommations diverses (fluides, fournitures, ...) ainsi que les locations et les assurances,
- les charges de personnel en augmentation mécanique compte tenu des mesures nationales légales (revalorisation réglementaire des carrières (PPCR), avancement de grade dus à l'ancienneté des collaborateurs, ...),
- les autres charges de gestion courante qui concernent principalement les subventions versées aux associations et au CCAS.

En 2022, l'évolution des dépenses de fonctionnement est maîtrisée à +2%. Comme pour les recettes, il convient de neutraliser les opérations exceptionnelles. Une fois retraitées, les dépenses de fonctionnement varient de 7%.

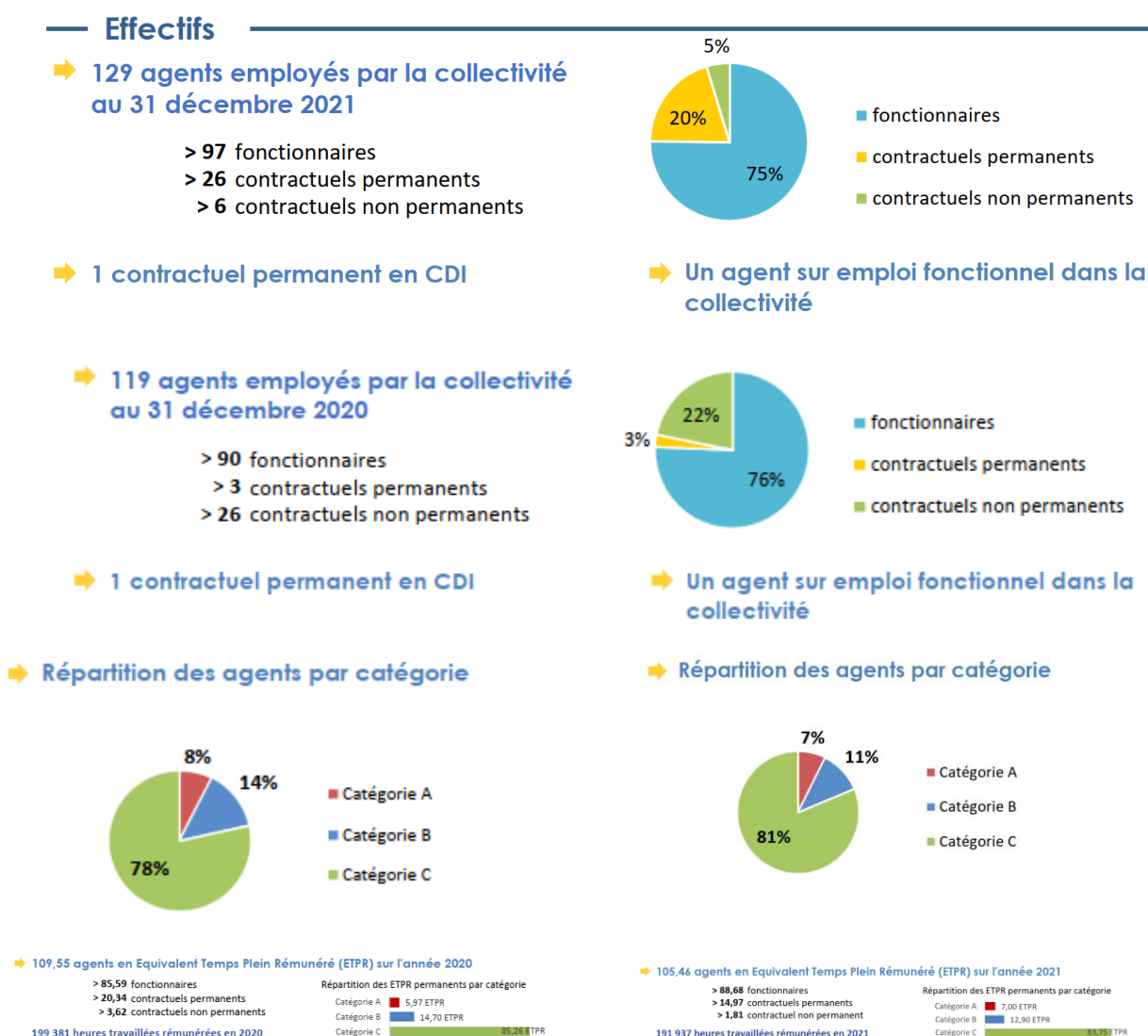
Le chapitre 011 qui regroupe les charges à caractère général évolue de 11% sous l'effet de l'inflation. Le poste des combustibles progresse de 114% soit près de 79 000€ et celui des carburants de 20% soit plus de 8 000€. Les fêtes et cérémonies retrouvent leur niveau d'avant-crise (2019).



Certains postes illustrent le travail d'optimisation constant réalisé par les services, les dépenses de catalogues et imprimés par exemple chutent de 44% en raison de la passation d'un marché public très avantageux, le chauffage urbain des bâtiments quant à lui affiche une baisse de 18%.

Les dépenses de personnel (chapitre 012) progressent quant à elle de 11% de CA à CA sous l'effet de la revalorisation salariale des agents. En effet, même si le nombre d'agents a progressé entre 2020 et 2021 (+10 agents), le nombre d'équivalent temps plein rémunéré quant à lui est plus faible. La politique de déprécarisation menée depuis plusieurs années permet de voir évoluer le nombre d'ETP titulaires de 4 alors que les ETP contractuels chutent de 7.

Le comparatif des bilans sociaux 2021 et 2020 témoigne des efforts de gestion fournis pour contracter les effectifs au profit d'une rémunération plus attractive pour les personnels :



Cette optimisation des effectifs en ETP permet de poursuivre la montée en technicité des postes et le rajeunissement de la pyramide des âges (abaissement de la moyenne d'âge à 48 ans à 45).



Le chapitre 014 quant à lui traduit les évolutions de la contribution de la Ville au Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales qui comprend un prélèvement en dépenses de fonctionnement (chapitre 014) et un reversement en recette d'investissement.

Le fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été mis en place en 2012. Il constitue le premier mécanisme national de péréquation horizontale pour le secteur communal. Il s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composée d'un établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres. Il consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

Cette évaluation de la richesse de l'ensemble intercommunal se base sur le potentiel fiscal agrégé (PFA) (article L. 2336-2 du CGCT = agrégation des richesses fiscales communales et intercommunales sur le territoire de l'ensemble intercommunal), le potentiel financier agrégé (PFIA) (article L. 2336-2 du CGCT = PFA majoré de la somme des dotations forfaitaires perçues par les communes de l'ensemble intercommunal l'année précédant l'année de répartition) et l'effort fiscal agrégé (EFA) (article L. 2336-2 du CGCT = rapport entre, d'une part, les produits perçus au titre des impôts ménages et au titre de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ou de la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) et, d'autre part, le potentiel fiscal agrégé « 3 taxes » calculé en ne tenant compte que des seuls impôts ménages).

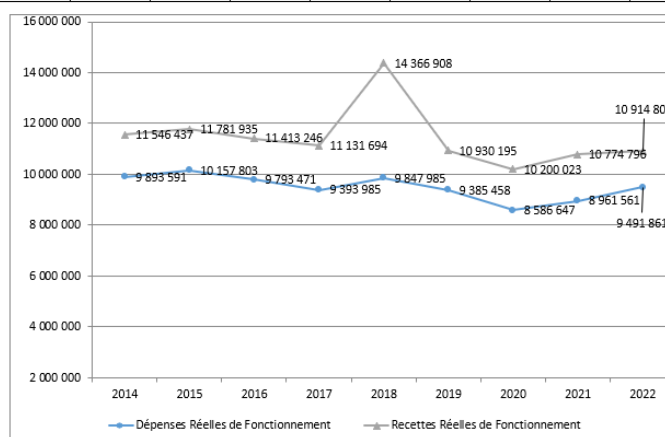
Le chapitre 65 a connu une baisse de 5% entre 2022 et 2021. Ce chapitre comprend notamment la subvention d'équilibre au budget du CCAS, la dotation obligatoire au SDIS (plus de 200 000€), les indemnités et frais de mission et de formation des élus mais également les subventions aux associations (+15%).

Le chapitre 67 (charges exceptionnelles) recouvre essentiellement les dépenses de « bourse au permis » pour 7 000€ et des remboursements de mandats sur exercice antérieur pour 5 500€.

### 1.3. Evolution des dépenses réelles et recettes réelles de fonctionnement

Les dépenses et recettes réelles concernent celles qui donnent lieu à des mouvements réels c'est-à-dire à des sorties ou entrées d'argent. Il convient donc d'exclure les dépenses d'ordre et les virements entre sections.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses Réelles de	9 893 591	10 157 803	9 793 471	9 393 985	9 847 985	9 385 458	8 586 647	8 961 561	9 491 861
Evolution N/N-1		2,67%	-3,59%	-4,08%	4,83%	-4,70%	-8,51%	4,37%	5,92%
Recettes Réelles de	11 546 437	11 781 935	11 413 246	11 131 694	14 366 908	10 930 195	10 200 023	10 774 796	10 914 805
Evolution N/N-1		2,04%	-3,13%	-2,47%	29,06%	-23,92%	-6,68%	5,64%	1,30%



## 2. La section d'investissement

Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la ville à moyen et long terme et contribue à l'accroissement du patrimoine communal.

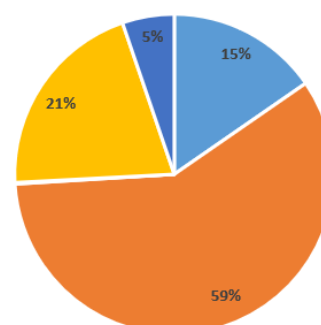
Le budget d'investissement regroupe :

- En dépenses : toutes les dépenses faisant varier durablement la valeur ou la consistance du patrimoine de la collectivité. Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel, d'informatique, de véhicules, de biens immobiliers, d'études et de travaux soit sur des structures déjà existantes, soit sur des structures en cours de création
- En recettes : deux types de recettes coexistent :
  - les recettes dites patrimoniales telles que les recettes perçues en lien avec les permis de construire (taxe d'aménagement)
  - les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement retenus (subventions relatives à la construction d'un nouvel équipement, à la réfection du réseau d'éclairage public...).

### 2.1. Les recettes d'investissement

Recettes d'investissement	5 450 794
013 - Subventions d'investissement	838 703
10 - Dotations, fonds divers et réserves	3 196 468
27 - Autres immobilisations financières	7 544
040 - Opérations ordre transfert entre sections	1 121 281
041 - Opérations patrimoniales	286 797

- 013 - Subventions d'investissement
- 10 - Dotations, fonds divers et réserves
- 27 - Autres immobilisations financières
- 040 - Opérations ordre transfert entre sections
- 041 - Opérations patrimoniales



### Evolution des recettes d'investissement de 2020 à 2022

Recettes d'investissement (RAR compris)	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation 2021/2022
13 - Subventions d'investissement	598 250	1 094 760	838 703	-31%
16 - Emprunts et dettes assimilées	450	3 489 042	0	-
10 - Dotations, fonds divers et réserves	1 991 803	2 006 787	3 196 468	37%
27 - Autres immobilisations financières		48 095	7 544	-538%
040 - Opérations ordre transfert entre sections	583 602	1 403 703	1 121 281	-25%
041 - Opérations patrimoniales	0	162 890	286 797	43%
	<b>3 174 105</b>	<b>8 205 277</b>	<b>5 450 793</b>	<b>-34%</b>

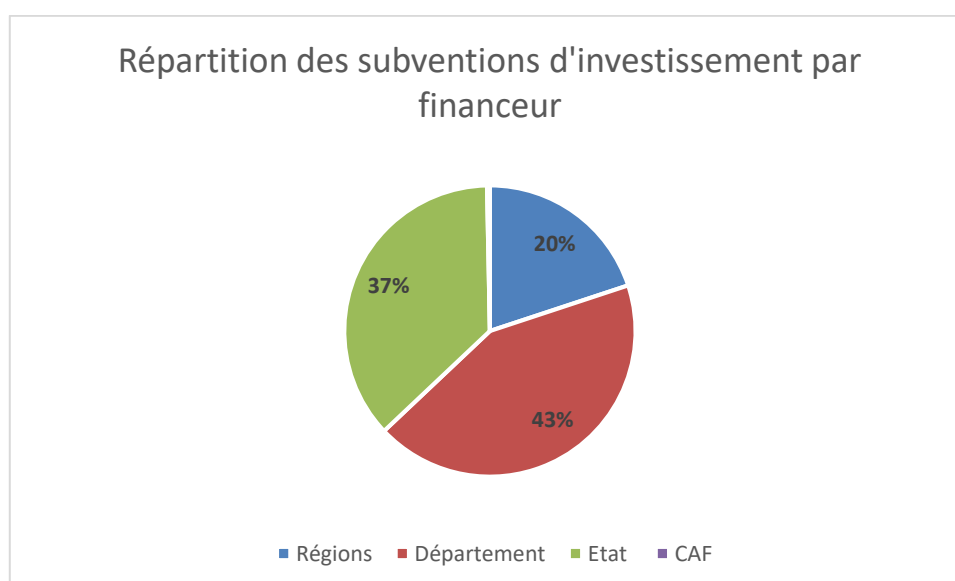
Afin d'avoir une analyse et des comparaisons précises de l'évolution des recettes d'investissement, il faut traiter les recettes 2021 des opérations liées au refinancement de la dette et aux opérations d'ordre.

Recettes d'investissement (RAR compris)	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Variation 2021/2022
13 - Subventions d'investissement	598 250	1 094 760	838 703	-31%
10 - Dotations, fonds divers et réserves	1 991 803	2 006 787	3 196 468	37%
27 - Autres immobilisations financières		48 095	7 544	-538%
	<b>2 590 053</b>	<b>3 149 642</b>	<b>4 042 715</b>	<b>28%</b>

Le chapitre 13 regroupe les subventions d'investissement reçues par la collectivité. Ce chapitre est en recul mais on note une évolution très positive sur la période 2020/2022.

Près de 43% des subventions d'investissement reçues en 2022 proviennent du département notamment pour les projets suivants :

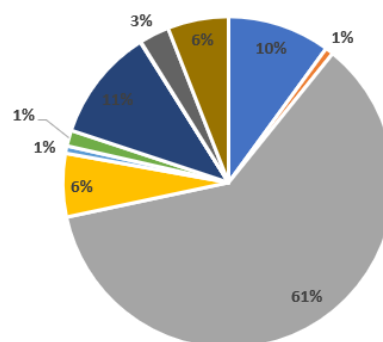
- Réhabilitation de l'école élémentaire du Centre – 115 000€
- Appel à manifestation d'intérêt pistes cyclables Avenue de Provence et avenue de Saint-Vérand – 30 000€
- Travaux et études de voirie et d'espaces publics (Champ de mars, rue de Beauvoir – îlot Gambetta – 45 000€



## 2.2. Les dépenses d'investissement

Dépenses d'investissement y compris RAR	4 815 033
20 - Immobilisations incorporelles	482 471
204 - Subventions d'équipements versées	38 299
21 - Immobilisations corporelles	2 929 526
23 - Immobilisations en cours	297 426
10 D - Dotations, fonds divers et réserves	34 487
1311 D - Subventions	74 274
16 - Emprunts et dettes assimilées	528 084
26 - Participation et créances rattachées	3 000
040 - Opérations ordre transfert entre sections	140 668
041 - Opérations patrimoniales	286 797

- 20 - Immobilisations incorporelles
- 204 - Subventions d'équipements versées
- 21 - Immobilisations corporelles
- 23 - Immobilisations en cours
- 10 D - Dotations, fonds divers et réserves
- 1311 D - Subventions
- 16 - Emprunts et dettes assimilées



**Total des investissements 2022 (hors restes à réaliser, hors dette, hors opérations d'ordre)**

**2 345 796 €**

### Animation de la vie locale

**10 012 €**

Matériel Illuminations

10 012 €

### Cadre de vie et aménagement urbain

**1 579 985 €**

Acquisitions foncières

103 957 €

Aménagement paysager (plantations d'arbres, massifs de fleurs, ...)

24 703 €

Ascenseur TLN - Etudes

10 794 €

Avenue de Provence

410 001 €

Bornes anti-moustiques

3 520 €

Boulevard Riondel - Réseau d'eaux pluviales

45 802 €

Cartographie réseau

62 172 €

Champ de Mars/Grande Rue - Revitalisation centre bourg

8 328 €

Cimetière (Enherbement, exhumations, caveau pour dépositaire)

37 550 €

Etude Carrier/Plaine

5 078 €

Etudes voiries

7 116 €

Matériel de signalisation

32 433 €

Mobilier urbain

8 917 €

Montée du Calvaire

6 614 €

ORT - 42/44 Grande Rue

20 520 €

ORT - Etudes

40 862 €

ORT - Ilôt Gambetta

48 714 €

ORT - Place Jean Sorrel

23 181 €

Parc Joud

7 588 €

Parking Saulaie

229 996 €

Pistes cyclables Saint-Marcellin/Saint-Vérand

2 009 €

Rénovation éclairage public

77 317 €

Rue de la Plaine

171 314 €

Rue Jean Baillet

181 048 €

Schéma directeur gare

4 997 €

Travaux divers de voirie

5 453 €

### Culture

**53 332 €**

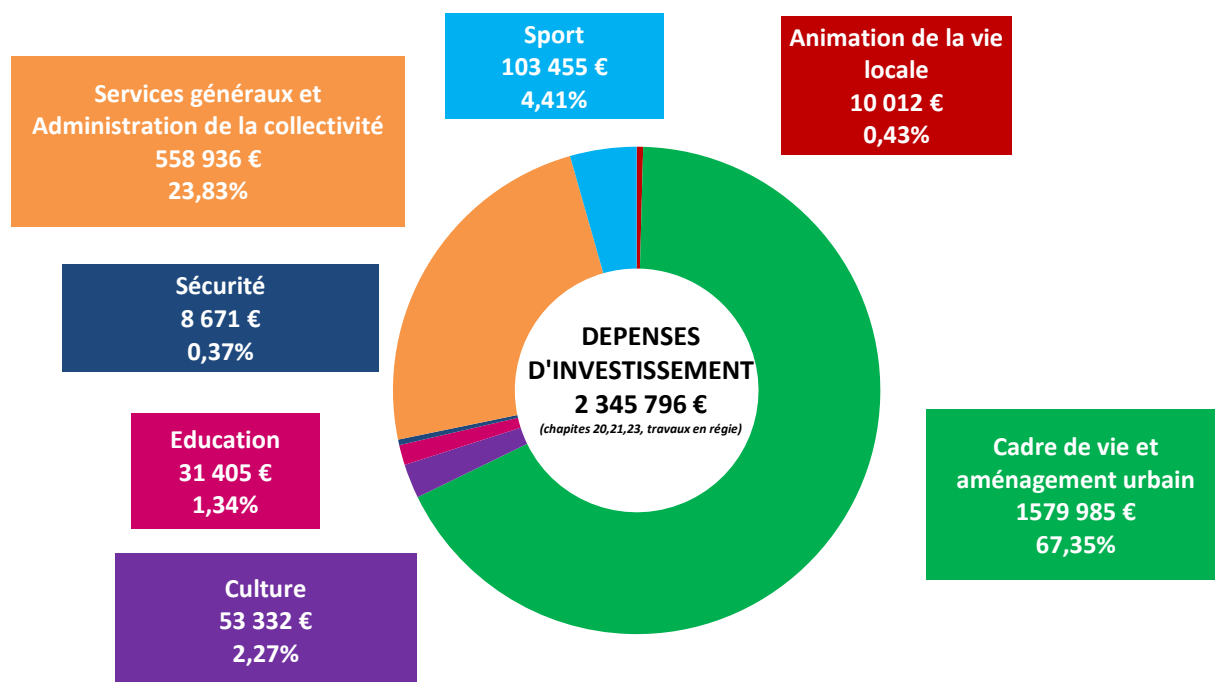
Bateau Ivre - Etudes

24 538 €

Diapason - Wifi et matériel

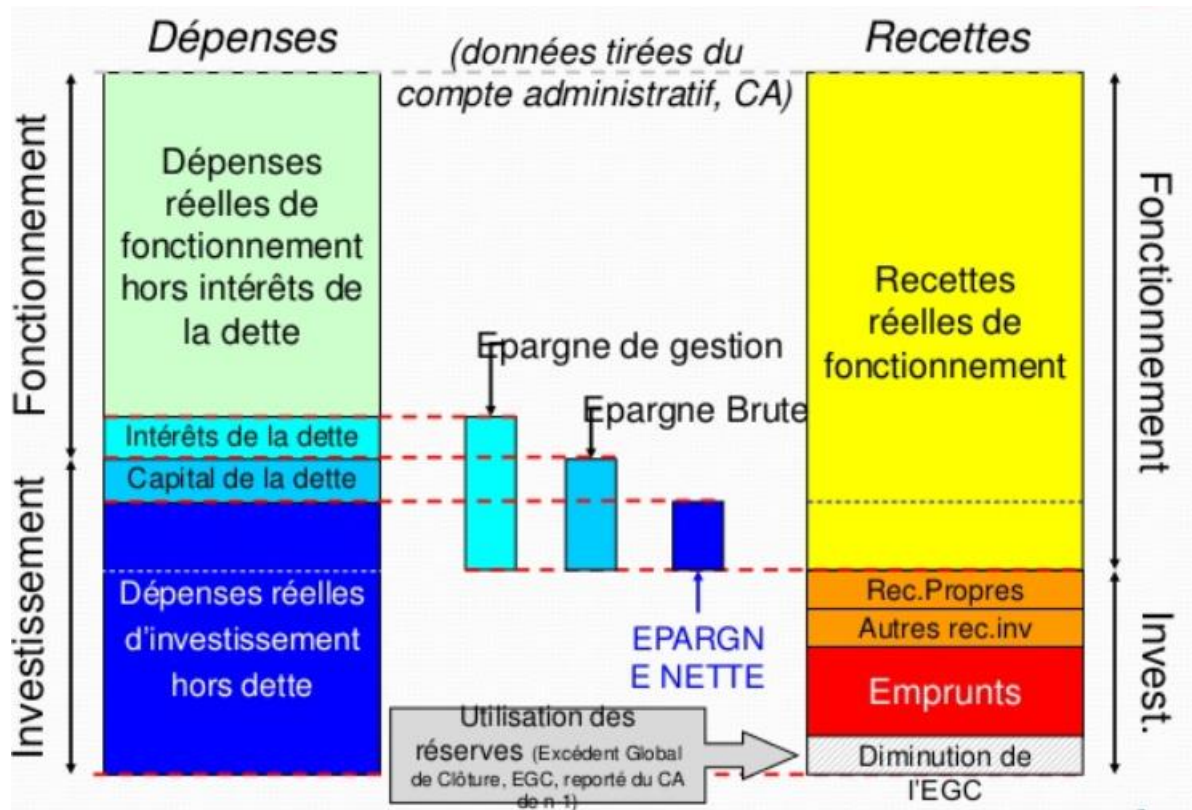
28 794 €

<b>Education</b>	<b>31 405 €</b>
Elémentaire Centre - Travaux	270 €
Elémentaire Plaine - Travaux	2 249 €
Equipements de jeux - Ecoles	16 326 €
Matériel - Restaurants scolaires	3 156 €
Matériel informatique et logiciels - Ecoles	1 857 €
Mobilier et matériel - Ecoles	7 547 €
<b>Sécurité</b>	<b>8 671 €</b>
Remplacement moyen de communication	5 864 €
Vidéosurveillance	2 807 €
<b>Services généraux et Administration de la collectivité</b>	<b>558 936 €</b>
Aménagement du pôle technique - Hôtel de Ville	138 927 €
Camion benne	27 660 €
Centre Technique Municipal	5 641 €
Etudes bâtiments	11 248 €
Maison Beausoleil	1 206 €
Matériel des services techniques	221 317 €
Matériel informatique et logiciels	76 857 €
Mobilier	9 624 €
Refonte du site internet	5 816 €
Travaux d'amélioration des bâtiments (isolation, relamping, ...)	60 640 €
<b>Sport</b>	<b>103 455 €</b>
Complexe sportif la Saulaie	2 287 €
Gymnase Carrier (Grillage)	2 098 €
Matériel d'entretien des sites sportifs	8 961 €
Matériel sportif	7 833 €
Skate Park - Etudes	1 740 €
Stade Carrier (Vestiaires, parvis club house, arrosage intégré...)	76 696 €
Stade Sorenzo (Filet pare-ballon)	3 840 €



## II - Affectation du résultat 2022

### Rappel des mécanismes comptables de fin d'exercice et de financement d'un budget



Le Compte Administratif pour l'exercice 2022 présente un excédent de fonctionnement d'un montant 2 325 491,40 € et fait apparaître un excédent de la section d'investissement s'élevant à 1 872 284,09€.

Les résultats de clôture s'élèvent à 2 749 019,39€ d'excédent de fonctionnement et à 1 005 553,52 € d'excédent d'investissement.

Le montant des dépenses engagées (1 501 722,81€) après service fait au 31 décembre 2022 et le montant des recettes certaines restant à recevoir à la même date (265 200€) entraînent un besoin de financement s'élevant à 230 969,29 €

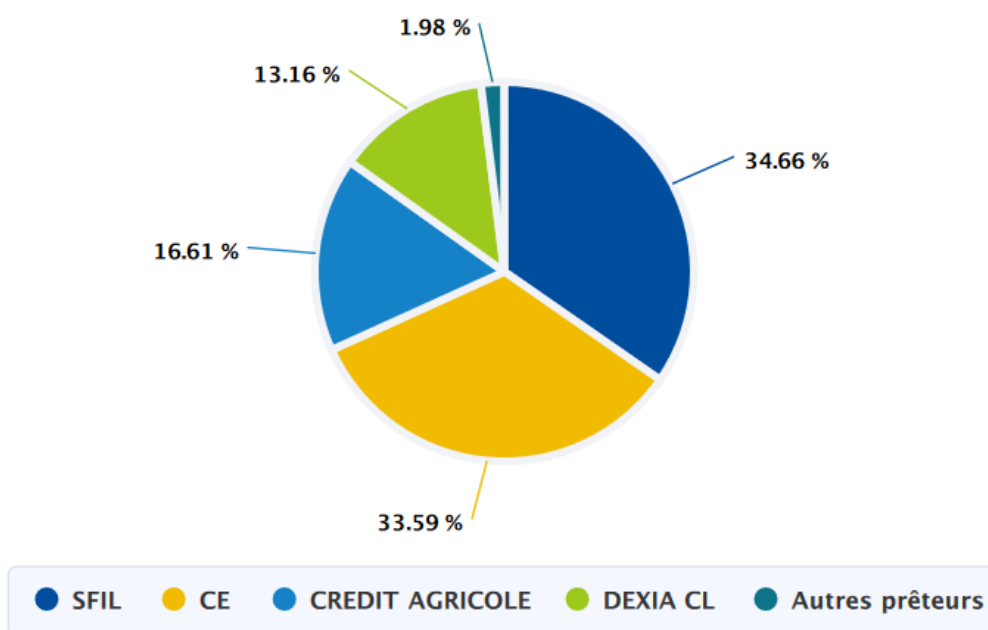
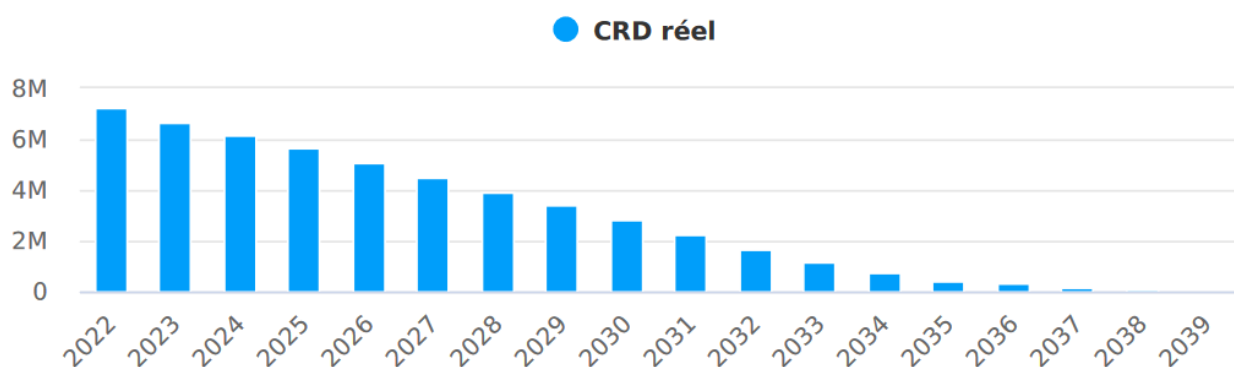
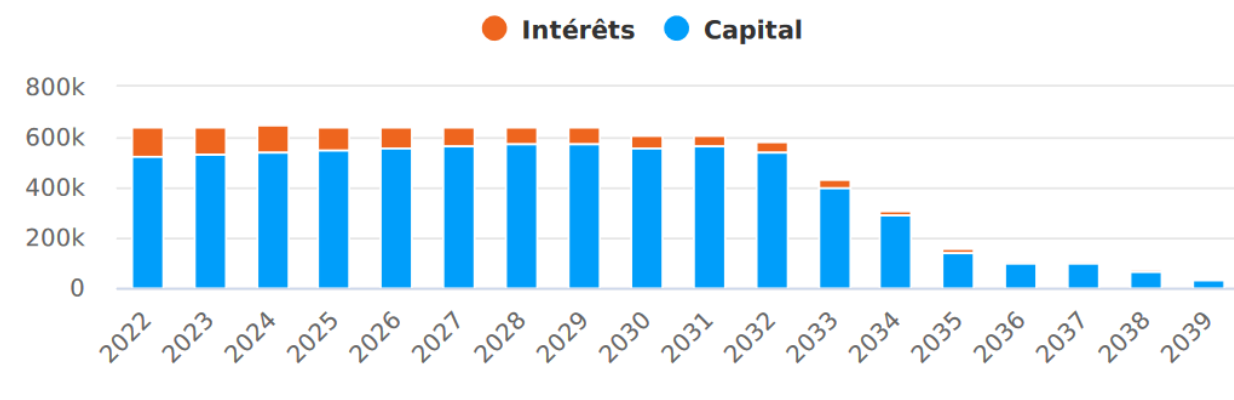
Il appartient donc au Conseil Municipal d'affecter au budget le résultat suivant :

- Affectation au financement de la section d'investissement, compte 1068 pour 2 200 000 €.
- Affectation à l'excédent reporté, compte 002 pour 549 019,39 €



### III - Evolution de la dette

L'encours de la dette est donc de 6 707 680 € au 31 décembre 2022. La dette est composée de 11 emprunts répartis entre 6 prêteurs.



## **IV - Les indicateurs et ratios financiers**

Les ratios financiers des collectivités locales du secteur communal sont précisés dans l'article R. 2313-1 du CGCT. Ils correspondent aux données synthétiques sur la situation financière des communes prévues au 1° du troisième alinéa de l'article L. 2313-1.

10 ratios sont obligatoires pour les communes appartenant à la strate des collectivités de 5 à 10 000 habitants.

Ces indicateurs ont pour objectifs d'accroître la transparence et l'information des citoyens ainsi que permettre le positionnement de la collectivité par rapport aux autres, mais ils doivent être interprétés avec prudence. En effet, la situation de deux communes avec le même nombre d'habitants peut être très différente en fonction du mode de gestion des services municipaux ou de sa situation géographique. Les éléments de comparaison de cette note sont issus de données de la DGCL.

L'analyse porte successivement sur quatre dimensions financières. Ces dimensions reflètent l'équilibre financier de la commune et sont interdépendantes.

Les quatre dimensions financières sont les suivantes:

- Le service rendu : niveau et structure des dépenses réelles de fonctionnement
- Les recettes de fonctionnement et la capacité d'épargne : niveau et structure des recettes de fonctionnement et part de ces recettes affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement
- L'effort d'équipement et son financement : niveau des dépenses d'investissement, d'équipement et structure de financement de l'investissement
- La charge de la dette, marge de manœuvre et fonds de roulement : niveau de la dette, poids de l'annuité de la dette sur le fonctionnement et part du produit des taxes dans les recettes totales

### **Ratio 1 – Dépenses réelles de fonctionnement / population**

Le niveau de service rendu se mesure grâce à l'indicateur des **dépenses réelles de fonctionnement / population**.

Pour 2022, il s'élève à 1 175€ par habitant.

Ce ratio s'élève en moyenne à 952€ par habitant dans les communes de 5 à 10 000 habitants. Le ratio de la Ville la place au-delà des villes de la strate de commune de 10 à 20 000 habitants (1 103€) ce qui s'explique par les nombreuses fonctions de centralité assumées par la Ville en qualité de ville centre.

### **Ratio 2 – Produits des impositions directes / population**

**Le rapport entre les produits des impositions directes et la population** mesure le niveau des recettes issues de la fiscalité des 3 taxes : taxe d'habitation, taxe foncière bâti et taxe sur le foncier non bâti. En 2022, ce rapport est 525€ par habitant pour 510€ par habitant pour les collectivités de notre strate.

### Ratio 3 – Recettes réelles de fonctionnement / population

**Les recettes réelles de fonctionnement par habitant** informent quant à elles sur les ressources dont dispose la collectivité pour financer ses compétences.

En 2022, elles s'élèvent à 1 610€ par habitant ce qui est supérieur aux collectivités de la strate pour lesquelles le montant s'élève à 1 165€ par habitant.

### Ratio 4 – Dépenses d'équipement brut / population

**Les dépenses d'équipement brut par habitant** mesurent le niveau annuel des dépenses d'équipement réalisé dans les infrastructures dédiées aux habitants, regroupant ainsi les dépenses liées à l'achat de terrain, à la construction des bâtiments, à l'aménagement et l'équipement des locaux, l'achat de matériel et de véhicules. En 2022, il est de 295,25€ par habitant ce qui est équivalent aux collectivités de notre strate (300€).

### Ratio 5 – Encours de dette / population

**L'encours de dette par habitant** mesure le degré d'endettement de la commune. En 2022, il est de 844€ par habitant ce qui est légèrement supérieur aux collectivités de la strate (787€).

### Ratio 6 – Dotation globale de fonctionnement / population

**Le rapport entre la Dotation Globale de fonctionnement et la population** donne des indications sur le niveau du principal concours de l'Etat. En 2022, il est de 53€ par habitant ce qui est assez faible par rapport aux collectivités de la strate pour lesquelles ce ratio est de 156€ par habitant mais qui est positif car cela signifie que la ville est peu dépendante des dotations de l'état.

### Ratio 7 – Frais de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

**Les frais de personnel** représentent 51,35% des dépenses réelles de fonctionnement ce qui est très favorable au regard du niveau de service rendu et de la moyenne de la strate (58%).

### Ratio 9 – Marge d'autofinancement courant : Dépenses réelles de fonctionnement + remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

**Le ratio entre les dépenses réelles de fonctionnement plus le remboursement annuel de la dette en capital et les recettes réelles de fonctionnement** permet d'évaluer la marge d'autofinancement courant de la collectivité informant ainsi sur la capacité de la collectivité à financer ses investissements une fois les charges obligatoires payées.

Ce ratio est de 78,29% en 2022 (communes de note strate 88,8%).

#### Ratio 10 – Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

**Le ratio des dépenses d'équipement brut et des recettes réelles de fonctionnement** mesure le taux d'équipement de la collectivité. En 2022, il s'élève à 18.33% (collectivités de notre strate 25,7%).

#### Ratio 11 – Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

**Le ratio de l'encours de dette et des recettes réelles de fonctionnement** mesure le taux d'endettement de la collectivité et donc le poids de la dette sur les recettes courantes. En 2022, il s'élève à 52% ce qui est très favorable par rapport aux collectivités de notre strate (65,4%).

### **Capacité de désendetttement**

L'exercice 2022 présente une capacité de désendetttement est de 4,3 années.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Capacité de désendetttement en années</b>	4,54	4,93	4,3	3,81	3,79	4,3	3,8	3,7	4,3

Ces chiffres sont très positifs au regard des seuils :

- De zone de risque, si la capacité de désendetttement est supérieure à 12 ans,
- La moyenne de la strate dont le dernier chiffre connu est de 3,8 en 2021.

### **Epargne Brute**

L'épargne brute traduit l'excédent de recettes de fonctionnement sur les dépenses. Il s'agit d'un des indicateurs les plus pertinents pour apprécier la santé financière d'une collectivité puisqu'il mesure à la fois les marges de manœuvre et la capacité à investir. L'épargne brute est donc affectée à la couverture des dépenses d'investissement avec pour priorité le remboursement de la dette.

En 2022, l'épargne brute de la Ville s'élève à 1 554 836€. Le taux d'épargne brute (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement) s'élève quant à lui à 14,3% et 266€ par habitant ce qui est supérieur à la moyenne des communes de la strate (206€).

### **Capacité d'autofinancement**

La capacité d'autofinancement (CAF ou épargne nette) mesure la capacité d'une collectivité à investir et à réaliser des dépenses d'équipement après remboursement de ses échéances de dette. Après remboursement de la dette, l'épargne nette est de 1 026 753€. Le taux d'autofinancement est de 54,87 % et son montant par habitant est de 129€ ce qui est supérieur à la moyenne de la strate (118€).

## **Conclusion**

Pour conclure, l'analyse du compte administratif reflète une année 2022 au cours de laquelle l'exécutif a fait face à la crise économique sans limiter les impulsions données au soutien des plus fragiles mais également au soutien du tissu associatif.

Grâce à des choix courageux et à des efforts de gestion constants, la Ville dégage encore une épargne brute élevée démontrant sa capacité à préserver de l'autofinancement dans l'objectif de rembourser sa dette et d'amplifier le niveau d'investissement conformément à son plan de mandat.

La Ville conserve ainsi des indicateurs satisfaisants et des fondamentaux financiers sains tout en disposant des capacités à mener la transformation urbaine attendue par les Saint-marcellinoises et les Saint-marcellinois.

## Le budget de modernisation du Centre hospitalier

Dans le cadre du Contrat Local de Santé porté par la Communauté de communes, de l'Opération de revitalisation du territoire menée sur le Centre-bourg et le quartier de la Gare, du Contrat Plan Etat Région, la Ville soutient le Centre Hospitalier et son développement en cœur de ville prévu dans le cadre de son projet d'établissement. Aussi dans ce cadre, plusieurs acquisitions foncières représentant des opportunités foncières pourront être réalisées directement par la Ville.

Afin d'identifier clairement les enjeux financiers liés à ce projet, la Ville a créé un budget annexe au Budget Principal de la Ville en 2022.

### 1 – Les dépenses et recettes de fonctionnement

La section de fonctionnement 2022 du budget de modernisation du Centre hospitalier retrace les dépenses liées aux frais financiers de l'emprunt et les recettes liées à l'encaisse des loyers concernant une année pleine de fonctionnement du budget.

Dépenses de fonctionnement	CA 2021	CA 2022	Evolution 2023/2022
011 - Charges à caractère général	825	500	-39%
66 - Charges financières	0	3 150	-
	<b>825</b>	<b>3 650</b>	<b>342,42%</b>

Recettes de fonctionnement	CA 2021	CA 2022	Evolution 2023/2022
75 - Autres produits de gestion courante	825	24 929	2922%
	<b>825</b>	<b>24 929</b>	<b>2922%</b>

### 2 – Les dépenses et recettes d'investissement

La section d'investissement du budget de modernisation du Centre Hospitalier ne retrace aucune opération de dépenses ou de recettes en 2022.

Recettes d'investissement	CA 2021	CA 2022
16 -Emprunts	500 000	0
	<b>500 000</b>	<b>0</b>

### 3 – Affectation du résultat

Les résultats définitifs de ce budget font apparaître un déficit d'investissement de 5 540,76 € et un excédent de fonctionnement de 21 279,03 €. Le résultat de clôture en investissement s'élève à 54 459,24€ et en fonctionnement à 21 279,03€.

L'excédent d'investissement sera constaté au compte 001 pour 54 459,24 € au Budget Primitif 2023. L'excédent de fonctionnement quant à lui sera constaté au compte 002 pour 21 279,03 € au Budget Primitif 2023.